



## STOP AUX LICENCIEMENTS, NON À LA FLEXIBILITÉ, NON À L'ANI **ENSEMBLE CONTRE LE PATRONAT ET LE GOUVERNEMENT**

Le 11 janvier, le Medef et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) ont conclu un Accord national interprofessionnel, l'ANI, qui donne pleinement satisfaction aux exigences du patronat contre les salariés. Il continue le démantèlement du code du travail engagé par la droite et Sarkozy. Au nom de la course à la compétitivité, cet accord vise à baisser le coût du travail. Le gouvernement veut faire de cet accord une loi. C'est inacceptable.

## Toujours plus de flexibilité

Le gouvernement a mis en œuvre cette attaque au nom du prétendu «dialogue social», du «dépassement au bénéfice de tous» des «divergences d'intérêts entre représentants des salariés et des employeurs». Il invoque la «sécurisation de l'emploi» mais il ne vise qu'à imposer aux salariés des reculs sous couvert de maintien de l'emploi. La politique du chantage, déjà développée par des patrons-voyous comme Continental, acquerrait force de loi! En guise de dépassement des divergences d'intérêts, les salariés reçoivent quelques miettes en compensation de reculs majeurs.

Ainsi, un salarié pourrait être licencié en cas de refus de voir sa rémunération baisser. La baisse de salaire que pourrait imposer une entreprise n'est même pas limitée et elle pourrait s'accompagner d'une augmentation du temps de travail. Chaque salarié devrait signer lui-même son acceptation sous peine de licenciement. Au nom de la mobilité, les salariés seraient contraints de se plier aux besoins du patronat. Les procédures de licenciements seraient aussi simplifiées.

La «flexi-sécurité» est une tromperie qui n'a d'autre objectif que de faire accepter un recul des conditions de travail et de vie sacrifiées au nom de la compétitivité, de la rentabilité financière. Cela alors que le chômage et la précarité ne cessent de s'aggraver au prix de drames dont a tragiquement témoigné l'immolation d'un chômeur en fin de droit la semaine dernière.

## La démocratie n'est pas au parlement mais dans la lutte

La CGT, FO, la FSU et Solidaires appellent à une journée d'action le 5 mars. Les formes de cette journée sont encore floues mais elle doit être le rassemblement de tous les salariés en lutte, le rassemblement de tous les mécontentements, des révoltes, une démonstration de force.

Préparer le succès de la journée du 5, c'est préparer l'indispensable bras de fer avec le patronat et le gouvernement. C'est à l'ensemble des travailleurs de s'exprimer et de 🗒 décider, avec leurs armes, la grève, les manifestations, pour changer le cours des choses sans craindre de s'opposer à ce gouvernement qui n'est pas le nôtre. Pour «développer≥ l'emploi et lutter contre le chômage», comme ose le prétendre l'ANI, un gouvernement G au service des travailleurs et de la population répartirait le travail entre toutes et tous, 5 revaloriserait les salaires en remettant en cause les intérêts des patrons et des financiers, des riches. Il y a urgence à mettre un coup d'arrêt à une politique de régression sociale pour nous donner les moyens d'imposer une autre politique.

courrier a: NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Mail

Adresse : Tél : Prénom